

Marché n° 25-017

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
Commun à tous les lots

**VERIFICATION PERIODIQUE, MAINTENANCE PREVENTIVE
ET CORRECTIVE DES INSTALLATIONS CVC ET DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INCENDIE
DU SIEGE DE RESEAU CANOPE SITUE A CHASSENEUIL DU POITOU**

MARCHE PUBLIC COMPOSITE DE SERVICES

Passé selon les dispositions des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 (AOO)
et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique concernant la
partie exécutée à bon de commande.

Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES	4
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur.....	4
ARTICLE 2. Présentation du marché.....	4
2.1. Objet du marché	4
2.2. Etendue du marché.....	5
2.3. Forme du marché	6
2.4. Durée du marché.....	6
2.5. Durée des bons de commandes uniquement pour la maintenance corrective.....	6
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché	6
3.1. Pièces constitutives du marché.....	6
3.2. Interprétation	7
ARTICLE 4. Communication et réunion.....	7
4.1. Mode de communication	7
4.2. Réunions	7
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire.....	7
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur.....	8
ARTICLE 7. Protection des données.....	8
ARTICLE 8. Neutralité.....	8
ARTICLE 9. Confidentialité	8
ARTICLE 10. Assurances	9
ARTICLE 11. Sous-traitance	9
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT.....	9
ARTICLE 12. Prix.....	9
12.1. Composition du prix de la maintenance préventive.....	9
12.2. Composition du prix de la maintenance corrective	10
12.3. Composition du prix commune à la maintenance préventive et curative	10
ARTICLE 13. Forme du prix.....	11
13.1. Prix du marché public.....	11
13.2. Mise en œuvre des révisions.....	11
ARTICLE 14. Modalités de facturation et de paiement	12
14.1. Modalité de facturation.....	12
14.2. Délais de paiement	13

14.3. Cession de créance.....	13
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION.....	13
ARTICLE 15. Délai d'exécution et modalités d'exécution des commandes.....	13
15.1. Délai d'exécution.....	13
15.2. Modalités d'exécution des commandes.....	14
ARTICLE 16. Pièces nécessaires à la maintenance préventive.....	14
ARTICLE 17. Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement.....	14
ARTICLE 18. Obligation du titulaire.....	14
ARTICLE 19. Obligations de conseil.....	15
ARTICLE 20. Moyens mis à disposition du titulaire.....	15
ARTICLE 21. Gestion des déchets – Clause environnemental.....	16
ARTICLE 22. Lieux d'exécution.....	16
ARTICLE 23. Désignation d'un interlocuteur référent et absence du personnel.....	16
ARTICLE 24. Pénalités.....	16
24.1. Pénalités de retard.....	17
24.2. Application des pénalités.....	18
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION.....	19
ARTICLE 25. Opérations de vérification.....	19
ARTICLE 26. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	20
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION.....	20
ARTICLE 27. Résiliation.....	20
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES.....	21
ARTICLE 28. Différends entre les parties.....	21
ARTICLE 29. Compétence juridictionnelle.....	21
ARTICLE 30. Dérogations aux documents généraux.....	21

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

Réseau CANOPÉ, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

ARTICLE 2. Présentation du marché

2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire la vérification périodique, la maintenance préventive et corrective des installations de Chauffage, ventilation et climatisation (CVC) et des équipements de protection incendie, accompagnée de fournitures de pièces détachées pour le siège de Réseau Canopé situé à Chasseneuil du Poitou.

Les maintenances portent sur :

- La vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation
- La vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours.

Les références au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché sont :

Lot 1: Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation pour le siège de réseau Canopé à Chasseneuil du Poitou

CPV principal : 50700000-2 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

CPV complémentaires :

- 50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central
- 71315410-6 Inspection du système de ventilation
- 50510000-3 Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets et de conteneurs en métal
- 50531100-7 Services de réparation et d'entretien de chaudières

Lot 2 : Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours pour le siège de réseau Canopé à Chasseneuil du Poitou

- 50413200-5 Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif à chaque lot.

2.2. Etendue du marché

Le marché est alloté au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique.
Il comprend deux lots et uniquement pour la partie à bons de commande, il comporte les montants maximum suivants :

Lot n°1 :

Vérification périodique et maintenance des installations de production de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de climatisation et de ventilation pour le siège de réseau Canopé à Chasseneuil du Poitou.

	Montant maximum € HT prestations à bons de commandes (Maintenance corrective)	Montant maximum € TTC prestations à bons de commandes (Maintenance corrective)
Période initiale de la date de notification au 31/12/2026	125 000 € HT	150 000 €TTC
Période n°2 (reconduction de 12 mois)	91 667 € HT	110 000 €TTC
Montant total (reconduction comprise) du lot 1	216 667 € HT	260 000,4 € TTC

Lot n°2 :

Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de secours et des moyens de secours pour le siège de réseau Canopé à Chasseneuil du Poitou.

	Montant maximum € HT prestations à bons de commandes (Maintenance corrective)	Montant maximum € TTC prestations à bons de commandes (Maintenance corrective)
Période initiale de la notification au 31/12/2026	4 416,6 € HT	5 300 €TTC
Période n°2 (reconduction de 12 mois)	5 833 € HT	7000 €TTC
Montant sur la durée totale (reconduction comprise) du lot 2	10 250 € HT	12 300 € TTC

Le montant maximum totale de la partie exécutée à bons de commandes correspondant à la maintenance corrective (tous lots confondus et reconduction comprise) est de 226 917 € HT, soit 272 300,4 € TTC.

L'atteinte de ce montant maximum pour une année donnée se traduit par l'arrêt des prestations jusqu'à la prochaine date de reconduction. Les commandes peuvent ensuite reprendre pour la période suivante jusqu'à l'atteinte du montant maximum correspondant à cette période.

Il est à noter que le fait de ne pas atteindre un montant maximum de commande l'année N ne se traduit pas par la possibilité de consommer en année N+1 le reliquat de l'année N additionné du montant maximum de l'année N+1. Seul le montant de l'année N+1 est susceptible d'être consommé.

2.3. Forme du marché

Le marché est passé sous une forme composite.

Les prestations de vérification périodique et de maintenance préventive sont passées sous la forme d'un marché public ordinaire à prix forfaitaire et les prestations de maintenance corrective sont exécutées sous la forme d'un marché public à bons de commande effectués auprès du titulaire retenu pour chaque lot.

2.4. Durée du marché

Le présent marché public est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au le 31 décembre 2026 inclus.

Il est reconductible une fois pour une période de 12 mois, par tacite reconduction.

La décision de non-reconduction du marché public est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

L'émission des bons de commande sur la base du présent marché public ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché public dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

2.5. Durée des bons de commandes uniquement pour la maintenance corrective

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution du marché est fixée par chaque bon de commande, conformément aux stipulations du cadre de réponse valant mémoire technique du titulaire.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché

3.1. Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire,
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et son annexe ;
4. le cadre de réponse valant mémoire technique du titulaire ;

5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

3.2. Interprétation

Les exemplaires des pièces du marché et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seules foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

En cas d'absence temporaire du contact enregistré sur la fiche contact, le titulaire devra informer préalablement le nom, le contact (mail et téléphone), et les périodes dont le pouvoir adjudicateur devra utiliser ce contact. Le titulaire informe par mail avec accusé de réception le responsable du site, et en copie l'adresse du pôle achats (achats.dsfs@reseau-canope.fr).

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. Réunions

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché public, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion administrative et juridique du présent marché public, est le Pôle Achats et marchés publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché public, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle achats – marchés publics
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex
achats.dsfs@reseau-canope.fr

Pour l'exécution technique du présent marché public, la direction de la logistique et de la maintenance de Réseau Canopé est responsable technique du titulaire. Elle est chargée du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Tous les échanges avec le titulaire concernant les aspects techniques du marché doivent être adressés à l'adresse suivante : herve.bonnet@reseau-canope.fr

ARTICLE 7. Protection des données

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché public sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché public, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

ARTICLE 8. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 10. Assurances

Le titulaire du marché public doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11. Sous-traitance

Le titulaire du marché public qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 12. Prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont mixtes :

- Pour les vérifications périodiques et la maintenance préventive des installations, le prix est constitué par la décomposition du prix global forfaitaire de l'offre (DPGF),
- Pour la maintenance corrective des installations, l'offre financière du titulaire est constituée par un bordereau des prix unitaires (BPU).

L'offre financière du titulaire (maintenance préventive et corrective) est annexée à l'acte d'engagement du titulaire.

12.1. Composition du prix de la maintenance préventive

Dans le cadre des prestations de maintenance préventive, tous les matériels consommables, outillage, petites pièces détachées, matériaux pour une intervention, nécessaires à la réalisation de l'intervention sont inclus dans le prix du forfait annuel.

Le prix comprend également la fourniture, la main d'œuvre et le déplacement pour les petites pièces détachées à remplacer avant défaillance, les vérifications périodiques ainsi que toutes les mises en conformité entre deux contrôles réalisés par un organisme agréé (hors évolution réglementaire en cours de marché et réserves existantes au début du marché).

Cela concerne notamment, sans limite d'exhaustivité :

- disjoncteurs, fusibles, bobines, relais, térupteurs, connectiques ; boutons poussoirs, prises, voyants de signalisation, etc...
- piles électriques de toutes natures etc...,
- décapant, dégraissant, détartrant, pâte à roder, etc...
- téflon, rubans adhésifs, membranes, étanchéités, colmatage, etc...

- gaz de soudage, baguettes de soudures ou brasure, etc...
- vis, boulons, rivets, cosses, colliers, etc...
- robinets, joints, mousseurs, pommeaux de douche, etc...
- éléments de serrurerie, etc...
- chiffons, huiles, graisses, etc...

De manière générale, les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

12.2. Composition du prix de la maintenance corrective

Pour la maintenance corrective, les prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix (BPU) du présent marché s'applique :

- Aux Unités d'œuvre :
 - Des prestations de maintenance corrective
 - De phase de recouvrement le cas échéant
 - De phase de prise en charge
- Aux unités d'œuvre d'exécution - coefficient de majoration en fonction des tranches horaires sur les unités d'œuvre d'exécution

Si les interventions sont réalisées par l'équipe de maintenance en poste et présente sur le site, ni la main d'œuvre, ni les frais de déplacement ne peuvent être facturés.

Toute intervention du titulaire suite à une panne consécutive à un manquement de maintenance préventive est considérée comme incluse dans le forfait (pièce et main d'œuvre quel que soit le coût de la réparation).

12.3. Composition du prix commune à la maintenance préventive et curative

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché public comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport (déplacement d'un intervenant), l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Sont également inclus :

- le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux,
- les protections nécessaires, le nettoyage en cours et en fin de travaux,
- le chargement et l'évacuation aux décharges publiques de tous les gravois, détrit
- l'enlèvement de tous les matériels et chutes de matériaux et autres en fin de prestations.

Par ailleurs, le titulaire du présent marché public s'engage à informer et à faire bénéficier Réseau Canopé des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché public. A l'issue de la période de promotion, les prix validés sont à nouveau applicables de plein droit.

ARTICLE 13. Forme du prix

13.1. Prix du marché public

Les prix sont révisables à compter du 31 décembre 2026, fin de la première période du présent marché public.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit mai 2025. En cas de report de cette date, le mois à prendre en compte est le nouveau mois de remise fixé par l'acheteur.

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times (I_m / I_0)$$

Dans laquelle :

P_r : Prix révisé

P_0 : Prix initial du marché public

I_{m-3} : Valeur de l'indice de référence correspondant au moment de la révision des prix – 3 prix

I_0 : Valeur de l'indice de référence correspondant au moment de la remise des offres soit le mai 2025

Indice(s) retenu(s) : Indice FSD3 = index divers de la construction FD Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics Base 2010

13.2. Mise en œuvre des révisions

Le titulaire adresse la révision des prix et son calcul ainsi que l'annexe financière mise à jour à l'acheteur au plus tard 15 jours précédant le 31 décembre 2026, à l'adresse suivante :

- depenses.dsfs@reseau-canope.fr,
- Adresse de l'interlocuteur au sein de Réseau Canopé chargé de l'exécution administrative du marché public (cf. article 6 du présent document).

En cas de non-transmission au-delà de ce délai, les prix de référence de la dernière période de validité du marché public continuent de s'appliquer pour la période à venir.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés obtenus sont déterminés avec deux décimales selon la règle de l'arrondi arithmétique : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Dans le cas où la série d'indice ou d'index chronologique est arrêtée et remplacée par une série correspondante désignée, et un coefficient de raccordement publiés, la nouvelle série est utilisée pour obtenir le coefficient de révision sans qu'il soit nécessaire de modifier l'marché public par voie d'avenant.

En cas de disparition de l'indice de révision sans remplacement publié ou quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, un nouvel indice est choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et fait l'objet d'une modification de la clause par voie d'avenant au présent marché public.

A défaut d'accord entre les parties sur un nouvel indice, compétence est attribuée au tribunal administratif de Poitiers pour définir ce nouvel indice.

ARTICLE 14. Modalités de facturation et de paiement

14.1. Modalité de facturation

Uniquement pour la maintenance préventive, le montant des prestations est payable, à la commande, avant service fait, conformément à l'article 2 de l'arrêté du 6 juin 2016 fixant les dépenses des organismes publics nationaux dont le paiement peut intervenir avant service fait, sur présentation d'une facture.

Concernant la maintenance corrective, le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° de le marché public et du lot concerné (**25-017 LXX**) ;
- N° de bon de commande (**communiquée par Réseau Canopé après la notification du marché public**) ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>,

La facturation des prestations prévues au présent marché public s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**

- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché public.

14.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

14.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché public, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 15. Délai d'exécution et modalités d'exécution des commandes

15.1. Délai d'exécution

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché public s'effectue conformément aux stipulations du présent marché public, le cas échéant précisées dans chaque bon de commande.

S'agissant des prestations de maintenance préventives, elles sont exécutées conformément aux dates et délai figurant sur le planning d'intervention transmis par le titulaire, et validé par l'acheteur au plus tard deux mois après la notification du présent marché.

En cas d'empêchement de Réseau Canopé à une date déjà prévue par le titulaire, le titulaire est informé et une nouvelle date de passage est reprogrammée permettant de respecter la maintenance de l'équipement.

15.2. Modalités d'exécution des commandes

Pour la maintenance corrective des installations, les commandes sont attribuées au titulaire du marché public par l'émission d'un bon de commande.

ARTICLE 16. Pièces nécessaires à la maintenance préventive

Les pièces nécessaires à la maintenance préventive comprennent à *minima* :

- les disjoncteurs, fusibles, bobines, relais, télerupteurs, connectiques ; boutons poussoirs, prises, voyants de signalisation, etc...
- les piles électriques de toutes natures etc...,
- les décapant, dégraissant, détartrant, pâte à roder, etc...
- le téflon, rubans adhésifs, membranes, étanchéités, colmatage, etc...
- le gaz de soudage, baguettes de soudures ou brasure, etc...
- les vis, boulons, rivets, cosses, colliers, etc...
- les robinets, joints, mousseurs, pommeaux de douche, etc...
- les éléments de serrurerie, etc...
- les chiffons, huiles, graisses, etc...

ARTICLE 17. Provenance et garantie des pièces détachées de remplacement

Le titulaire fournit des pièces neuves et de préférence d'origine. Cela signifie que les pièces proviennent du ou des constructeurs des équipements maintenus dans le cadre du marché public. Dans le cas où le titulaire choisit de fournir des pièces détachées d'une autre provenance, il se conforme aux règles suivantes :

- Les pièces sont conformes au cahier des charges constructeur des équipements ;
- Les pièces sont de marquage CE ;
- La validation obligatoire Réseau Canopé.

Les adaptations nécessaires au montage et au bon fonctionnement de ces pièces sont à la charge du titulaire sans qu'il puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Le titulaire indique dans les rapports d'intervention les garanties appliquées aux différentes pièces remplacées dans le cadre des opérations du marché.

ARTICLE 18. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché public, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché public dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché public.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

Le titulaire est réputé être parfaitement informé et avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- de la nature des équipements existants dont il doit assurer l'entretien et la maintenance,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des locaux.
- des obligations prévues au CCTP

Le titulaire est réputé avoir vérifié les informations mentionnées au CCTP du présent marché public. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'information sur les équipements existants ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP.

Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements existants. Il demeure responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait soit par manque de vérification des documents contractuels.

Le titulaire s'engage à informer Réseau Canopé de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations du présent marché public, et notamment d'en compromettre la validité.

A l'occasion de contrôles réglementaires, d'audits ou de réception d'ouvrages des installations, le titulaire peut être amené à participer à des visites du site ou des réunions. Le responsable de site prévient le titulaire par e-mail, dans un délai minimum de 5 jours.

La suspension et/ou le report des prestations peut être décidée par Réseau Canopé, notamment en cas de travaux réalisés sur le site. La facturation des prestations est établie prorata temporis, déduction faite du délai de la suspension.

La décision de report et/ou de suspension est notifiée au titulaire par ordre de service, avec un préavis de 10 jours.

ARTICLE 19. Obligations de conseil

Dans le cadre de ses missions, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations. Le titulaire s'engage aussi à préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 20. Moyens mis à disposition du titulaire

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire toute la documentation en sa possession. L'énergie, l'eau et les branchements nécessaires à la mise en œuvre des interventions et qui sont existants sur les sites sont mis à la disposition du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire les clés, badges nécessaires à l'accomplissement du présent marché.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable technique du présent marché afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires. Les frais d'envoi de tout ou partie de l'équipement dans les locaux du titulaire sont à la charge de Réseau Canopé. Les frais de retour de tout ou partie de l'équipement dans les locaux de Réseau Canopé sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 21. Gestion des déchets – Clause environnemental

Dans le montant forfaitaire annuel pour la maintenance préventive et dans le bon de commande pour la maintenance corrective, le titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement immédiat et le recyclage, et éventuellement la valorisation, de tous les déchets liés à ses prestations, générés par lui ou ses sous-traitants et selon les normes et réglementation en vigueur. Ainsi, le titulaire s'engage :

- A réduire l'impact sur l'environnement quant à la production des déchets (quantitatif et qualitatif)
- Veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées
- Respecter la réglementation en vigueur relative au transport et à l'élimination des déchets.

Le titulaire s'engage à garantir une performance en sa gestion des déchets.

Le stockage de filtres usagés et de déchets est proscrit sur le site.

Le titulaire met en place un registre de suivi.

Les bordereaux de Suivi des Déchets sont systématiquement fournis au représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 22. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées au siège de Réseau Canopé situé à l'adresse suivante :

1, avenue du Futuroscope
Téléport 1 – Bâtiment @4 – CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex

ARTICLE 23. Désignation d'un interlocuteur référent et absence du personnel

Le titulaire désigne un interlocuteur référent au responsable du site au moment de la notification du présent marché public pour le suivi du marché public pendant toute sa durée. Toute modification relative à cet interlocuteur doit être signalée à l'acheteur.

En cas d'absence prévue ou non d'un ou de plusieurs personnels, le titulaire met en œuvre les mesures prévues dans son offre technique afin de poursuivre les prestations attendues.

ARTICLE 24. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

Les pénalités sont encourues du simple fait de leur constatations par le pouvoir adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

La date de constatation du point de départ des pénalités est notifiée au prestataire par tout moyen permettant de l'attester de façon certaine. Il en est de même pour sa date de fin.

Le pouvoir adjudicateur, s'il le juge nécessaire, peut accorder une prolongation de délai au titulaire à la suite d'une demande écrite et dûment justifiée.

24.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

V = valeur des prestations/valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard à compter du lendemain de la date de réalisation des prestations ou de livraison prévue par le présent marché ou l'heure suivante la constatation du manquement sous réserve d'une prolongation de délai ou d'un sursis d'intervention accordé par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, le titulaire du marché public encourt la résiliation du marché public concerné à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le tableau ci-dessous mentionne les sanctions sous forme de pénalités que peuvent subir le titulaire en cas de manquements à ses obligations.

Conditions d'ambiance		
Non maintien des conditions d'ambiance	50 €	par jour de retard

Délais d'intervention		
Non-respect du planning annuel de maintenance préventive	50 €	Par jour de retard
Non-respect du planning annuel de maintenance réglementaire	100 €	Par jour de retard
Non-respect du délai d'intervention des installations	100 €	Par jour de retard
Non-respect du délai traitement des réserves critiques suite au passage du bureau de contrôle	100 €	Par jour de retard
Non-respect du délai traitement de réserves non critiques suite au passage du bureau de contrôle	50 €	Par jour de retard
Non-respect du délai de réalisation indiqué sur le devis	50 €	Par jour de retard
Non-respect du délai de levée de réserves	50 €	Par jour de retard

Non-respect du délai de rétablissement	100 €	Par jour de retard
--	-------	--------------------

Délais de réparation		
Non-respect de la mise à disposition d'équipement pour les salles dites spécifiques.	50 €	par jour de retard

Livrables		
Non-respect du délai de remise de document/livable	50 €	Forfait
Absence de transmission de document/livable	50 €	Forfait
Non-respect du délai de remise de rapport de maintenance réglementaire	100€	Par jour
Non-respect du délai de mise à jour du registre de sécurité	100€	Par jour de retard
Non-respect du délai de mise à jour du carnet sanitaire	100€	Par jour de retard

Autres		
Non-respect de l'accompagnement d'un sous-traitant	150 €	Par constat
Non-respect des consignes d'utilisation ou transmise par un représentant du pouvoir adjudicateur	150 €	Par constat
Non-respect du délai de prévenance lors d'un changement de personnel	50 €	Par constat
Non-respect des procédures de sécurité	200 €	Par constat
Intervention sans les habilitations/formations adaptées à l'opération effectuée	500 €	Par constat
Non-respect de la remise en état des locaux suite à une intervention	200 €	Par constat
Non-respect de la mise à jour de la GMAO	50 €	Par constat

24.2. Application des pénalités

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

24.1. Prestations non conformes

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire est mis en demeure d'y remédier. Les pénalités prévues à l'article 24 du présent CCAP continuant à courir.

Si la situation n'est pas régularisée dans un délai de 48 heures après réception de cette mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale des installations. Dans ce cas, les pénalités prévues cessent.

QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 25. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications des marchés.

Les opérations de vérification sont assurées par le responsable technique du site et portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et des performances

Les vérifications quantitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 28-1 du CCAG-FCS.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant. Afin de confirmer les heures réalisées, le titulaire met en place un cahier de présence à signer par Réseau Canopé au début et à la fin de la prestation. En aucun cas le titulaire dépasse les heures mis sur le bon de commande.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG -FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier à tout moment la qualité des prestations. Ces vérifications peuvent être effectuées notamment :

- à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci,
- dans le cadre de l'exploitation des documents de maintenance établis par le titulaire (étude du carnet d'entretien, des rapports annuels, des comptes rendus d'intervention...),
- contrôle de la mise à jour des carnets de maintenances, des carnets sanitaires, des registres de sécurité, des documentations techniques...

Le titulaire ou son représentant peut ou non être présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur une installation altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'installation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent CCAP.

Par dérogation à 28.1 du CCAG-FCS, le constat dès l'examen sommaire que la fourniture ne correspond pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur entraîne son refus et son remplacement dans les délais compatibles avec la tenue de l'événement.

A défaut, la prestation ne donne pas lieu à facturation. À la suite des vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

ARTICLE 26. Décision à l'issue des opérations de vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS, sous réserve des aménagements spécifiques prévus au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, l'admission est prononcée par la personne habilitée à cet effet désigné par le pouvoir adjudicateur. Elle consiste en la constatation de service fait in situ, au vu du rapport mensuel, tel que détaillé au CCTP, validée par le pouvoir adjudicateur.

Si les opérations de maintenance ou de dépannage ne sont pas effectives, le titulaire doit prendre toute disposition pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement normal. Le pouvoir adjudicateur peut également décider de différer en tout ou en partie le règlement ou de le réduire.

L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans un délai de sept jours, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose

CINQUIEME PARTIE : RESILIATION

ARTICLE 27. Résiliation

Pour la résiliation du marché public, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de trois mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 28. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

ARTICLE 29. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 30. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son application.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 24 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS concernant le montant des pénalités.

L'article 25 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 28.1 du CCAG-FCS concernant les modalités de vérification.

L'article 26 du présent CCAP déroge à l'article 27.1 du CCAG concernant la décision à l'issue des opérations de vérification.

L'article 27 du présent CCAP déroge aux articles 42 du CCAG-FCS concernant le montant d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

L'article 30 du présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG-FCS, concernant l'absence de mention d'une dérogation.